

Cómo el capitalismo familiar deconstruye el mito del "1% de los más ricos"

27 septiembre 2019 04:19 CEST



El "1%" se compone principalmente de hogares que poseen o administran una pequeña y mediana empresa activa. Albina Glisic / Shutterstock

Las virtudes del capitalismo familiar ahora están de vuelta en el debate, en un contexto en el que el capitalismo financiero clásico, que apoya la creación de valor para los accionistas, parece estar avanzando hacia un capitalismo que apoya la creación de valor para todos los interesados.

En los Estados Unidos, 181 líderes corporativos, incluidos JPMorgan Chase, KPMG y Blackrock, se comprometieron en agosto de 2019 a continuar creando valor para "todos los estadounidenses". Esta declaración de la "Mesa Redonda de Negocios" es parte de una ruptura anunciada con el paradigma de responsabilidad social "para los accionistas" de Friedman. De este modo, acerca las aspiraciones de estas empresas a las del capitalismo familiar, representadas por empresas cuyo capital está controlado por una familia y que forman parte de una perspectiva a largo plazo.

Este cambio de postura parece tener sentido en las actuales discusiones ideológicas sobre la distribución de la riqueza en el mundo, con las medidas del presidente de los Estados Unidos, Donald Trump, el advenimiento del Brexit, los "chalecos amarillos" en Francia o otros movimientos anti-élite.

Autores



Rania Labaki

Director del Centro de Negocios Familiares
EDHEC, EDHEC Business School



Gonzalo Jiménez-Seminario

Profesor de Gestión, Gobierno e
Innovación, Universidad Católica de Chile.



@BizRoundtable

Business Roundtable announces the release of a new Statement on the Purpose of a Corporation signed by 181 CEOs who commit to leading their companies for the benefit of all stakeholders – customers, employees, suppliers, communities and shareholders. brt.org/OurCommitment.

STATEMENT ON THE PURPOSE OF A CORPORATION

Americans deserve an economy that allows each person to succeed through hard work and creativity and to lead a life of meaning and dignity. We believe the free market system is the best means of generating good jobs, a strong and sustainable economy, innovation, a healthy environment and economic opportunity for all.

Businesses play a vital role in the economy by creating jobs, fostering innovation and providing essential goods and services. Businesses make and sell consumer products; manufacture equipment and vehicles; support the national defense; grow and produce food; provide healthcare; generate and deliver energy; and offer financial, communications and other services that underpin economic growth.

WHILE EACH OF OUR INDIVIDUAL COMPANIES SERVES ITS OWN CORPORATE PURPOSE, WE SHARE A FUNDAMENTAL COMMITMENT TO ALL OF OUR STAKEHOLDERS. WE COMMIT TO:

DELIVERING VALUE TO OUR CUSTOMERS. We will further the tradition of American companies leading the way in meeting or exceeding customer expectations.

INVESTING IN OUR EMPLOYEES. This starts with compensating them fairly and providing important benefits. It also includes supporting them through training and education that help develop new skills for a rapidly changing world. We foster diversity and inclusion, dignity and respect.

DEALING FAIRLY AND ETHICALLY WITH OUR SUPPLIERS. We are dedicated to serving as good partners to the other companies, large and small, that help us meet our missions.

SUPPORTING THE COMMUNITIES IN WHICH WE WORK. We respect the people in our communities and protect the environment by embracing sustainable practices across our businesses.

GENERATING LONG-TERM VALUE FOR SHAREHOLDERS, WHO PROVIDE THE CAPITAL THAT ALLOWS COMPANIES TO INVEST, GROW AND INNOVATE. We are committed to transparency and effective engagement with shareholders.

EACH OF OUR STAKEHOLDERS IS ESSENTIAL. WE COMMIT TO DELIVER VALUE TO ALL OF THEM, FOR THE FUTURE SUCCESS OF OUR COMPANIES, OUR COMMUNITIES AND OUR COUNTRY.

BRT.org/OurCommitment Business Roundtable

644 8:00 AM - Aug 19, 2019

494 people are talking about this

Publié quelques semaines plus tard outre-Atlantique, le livre « Capitalisme et idéologie » (Éditions du Seuil) de l'économiste Thomas Piketty prône plutôt un socialisme participatif, avançant des propositions sous l'angle du lien causal entre idéologies politiques et réduction d'inégalités, dans la continuité de son « Capital du XXI^e siècle ». Dans cet ouvrage, Piketty avait déjà réussi à mettre des images illustratives au service de données dures en invoquant avec créativité et une élégante ironie des personnages légendaires sortant des plumes prodigieuses de Jane Austen et Honoré de Balzac. Il avait démontré que la rentabilité du capital a augmenté plus rapidement que la croissance économique, favorisant ainsi la concentration de la richesse, dans ce qui est désormais connu sous l'expression du « 1 % des plus riches ».

Les PME et ETIs au cœur du 1 %

À ce sujet, Thomas Piketty continue à militer en faveur de la taxation des « 1 % des plus riches », ce qui révèle une confusion sur les contours du capitalisme familial. En effet, un alourdissement de l'impôt en vue de lutter contre les inégalités ne risquerait-il pas plutôt de détruire de la valeur pour toutes les parties prenantes car il menacerait directement de nombreuses PME et ETI, qui sont le cœur du capitalisme familial ?

Pour bien le comprendre, il s'agit de démythifier cette expression du « 1 % », qui fait désormais non seulement partie du vocabulaire des politiciens et des manifestants, mais aussi des entrepreneurs eux-mêmes, et petit à petit des citoyens ordinaires de la France et du monde entier.

Nos collègues, Michael Carney et Robert Nason de l'Université de Concordia au Canada, ont justement enquêté sur ceux qui composent le 1 % aux États-Unis – et qui, selon l'ancien président

Barack Obama représente 40 % de la richesse totale du pays.

En se basant sur les données de l'enquête américaine *Survey of Consumer Finance*, ils soutiennent que le « 1 % » est composé d'environ 1,6 million de foyers actifs avec des patrimoines moyens autour de 29 millions de dollars. La principale source des revenus provient de la propriété et de la gestion active de petites et moyennes entreprises (selon la classification des PME de ce pays), correspondant majoritairement à des entreprises familiales dont la moyenne du chiffre d'affaires est de 13 millions de dollars et le nombre d'employés de 30 environ.

C'est ainsi que 76 % des personnes au sein du « 1 % » possèdent et gèrent au moins une entreprise, et 87 % ont des parts de capital dans une société active. En moyenne, chaque famille détient un portefeuille de près de cinq entreprises. En règle générale, elle contrôle directement trois entreprises et se place dans une position d'investisseur passif dans deux autres entreprises. Dans l'ensemble, cela représente plus de 90 % des biens de commerce des États-Unis.

Loin des classements Forbes

Cette prévalence des PME semble bien loin de l'image communément admise de ces « 1 % », qui regroupent dans l'imaginaire des PDG surpayés, des rentiers à la retraite, des célébrités, des rock-stars, des financiers « masters of the universe » ou encore des petits génies de l'économie numérique. S'ajoute à l'effet de surprise le fait que la plupart des propriétaires de PME ne sont en aucun cas qualifiés pour figurer dans les listes de milliardaires de Forbes ou Fortune. Il s'agit plutôt d'entreprises familiales au modeste train de vie. On pense ainsi au *Mittelstand*, la nébuleuse d'entreprises familiales devenues parfois des championnes du monde dans des niches techniques, pointues voire hautement spécialisées, qui sont au cœur de l'économie allemande.

Les faits permettent donc de démythifier le 1 % de la richesse, en montrant qu'il ne représente pas nécessairement des magnats et des sommités fortunées, faciles à admirer ou à haïr, mais des familles plutôt ordinaires qui travaillent, avec les difficultés, les défis et les attentes de tout citoyen opérant dans un contexte en perpétuelle mutation. Ce sont finalement ces PME et ETI qui créent des emplois, contribuent à l'économie nationale et aux communautés au sens large.

Avec son approche inclusive de toutes les parties prenantes, il n'est donc pas étonnant de constater que le capitalisme familial inspire à l'heure actuelle le renouveau et la quête de sens du capitalisme financier classique ou à l'actionnariat dispersé qui atteint ses limites.

Des atouts, quelle que soit la taille

Si la durabilité et la résilience du capitalisme familial, face aux grandes crises n'est plus à démontrer, il opère principalement sous la forme de PME et ETI, comme un capitalisme fondé sur une vision humaine et à long terme, des actions citoyennes et un ancrage territorial déterminant pour le développement des communautés.

Les grandes entreprises familiales, reconnues comme étant les plus grandes contributrices dans le domaine philanthropique font également partie intégrante de cette vision.

C'est ainsi que des grands groupes côtoient des PME et ETI dans leur représentation d'un capitalisme moderne alliant responsabilité et performance. En aspirant à la continuité de l'œuvre familiale à travers les générations, les propriétaires familiaux œuvrent à la pérennité des écosystèmes avec lesquelles ils interagissent, au-delà des intérêts individuels de court terme caractérisant le capitalisme financier.

En attestent des entreprises françaises, quelle que soit leur taille.

Porté par les valeurs familiales de long terme depuis neuf générations, le groupe LISI se positionne par exemple aujourd'hui parmi les leaders mondiaux de fabrication de solutions d'assemblage et de composants à forte valeur ajoutée pour les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile et du médical.

Un groupe mondial spécialisé dans la conception et la fabricatio...



Présentation de présentation du groupe LISI (2017).

Tout en étant implanté dans 13 pays à travers les continents, le groupe demeure attaché à ses origines historiques. Le siège social de son holding, Viellard Migeon & Cie, est basé dans le territoire du Belfort où les affaires familiales ont commencé. L'entreprise œuvre à la compétitivité et au dynamisme du territoire en infusant son esprit entrepreneurial, attirant les talents et contribuant à l'emploi.

Autre exemple de PME durable : l'entreprise Lacquemant, reconnue pendant six générations pour la qualité de ses gaufres, croustillons et crêpes, qu'on retrouve aujourd'hui à Lille, rue de Béthune, ou sur les fêtes foraines et quelques marchés locaux. L'entreprise a l'intention de perpétuer le savoir-faire familial à travers les générations tout en étant ancrée territorialement, maintenant la qualité des relations que la famille entretient avec les parties prenantes qu'il s'agisse des clients avec la proximité et l'atmosphère conviviale, des salariés qui lui sont loyaux pour de nombreuses années, et des communautés environnantes avec les actes bénévoles qui lui ont même valu la médaille de l'ordre national du Mérite.

ETABLISSEMENTS LACQUEMANT



Présentation des Établissements Lacquemant (2018).

Quant au groupe Baudalet Environnement, une entreprise du territoire de taille intermédiaire à sa troisième génération, il a réussi à créer un écosystème régional dans les Hauts-de-France autour de ses activités de traitement des déchets, des ferrailles, métaux et matériaux. À la clé, des emplois de proximité et une collaboration dans la durée avec les instances publiques, communautés et autres partenaires locaux, le positionnant dans la voie d'un acteur leader de la valorisation des ressources dans la grande région au nord de Paris.

Groupe Baudalet Environnement - Notre métier



Présentation du groupe Baudalet Environnement (2015).

Ces exemples du capitalisme familial ont vocation à impacter les idéologies en lien potentiel, si l'on retient les assertions du dernier ouvrage de Piketty, avec la réduction des inégalités dans le monde. Comme l'ont rappelé il y a une dizaine d'années Christine Blondel et Anne Dumas dans leur ouvrage « L'entreprise familiale sauvera-t-elle le capitalisme ? », nos entreprises familiales incarnent bien un antidote des dérives ou des excès du capitalisme.

Le défi de la transmission

Perdurer le capitalisme autour des entreprises familiales nécessite toutefois que celles-ci parviennent à relever le défi de la transmission. Il s'agit en effet d'un processus délicat qui menace directement leur survie, notamment compte tenu de dimensions à la fois psychologiques et fiscales. En particulier, la fiscalité affecte significativement les entreprises familiales en France, où les taux de transmission intrafamiliale sont parmi les plus faibles en Europe.

Quand les affaires vont bien et que les contraintes fiscales ne pèsent pas, ces entreprises transmises aux nouvelles générations vont en effet continuer à croître, se diversifier et créer des emplois dans la durée. Au bilan, leur réussite impactera non seulement leurs bien-aimés, mais aussi l'ensemble des parties prenantes et l'économie au sens large.

Quand on repousse les vilaines caricatures, on peut vraiment soupeser l'importance des entreprises familiales et la convenance que l'État reconnaisse, favorise et renforce leur professionnalisme et leur croissance par le biais de politiques publiques créatives, dynamiques et résolument favorables à l'entrepreneuriat et aux transmissions harmonieuses. Le nouveau vent du capitalisme qui souffle outre-Atlantique nous envoie des signaux, nous encourageant à ne pas condamner sans le vouloir ces entreprises familiales, classées dans le lot édifiant du « 1 % », alors qu'elles ont vocation à favoriser le bien-être social de « 99 % » !

 États-Unis inégalités PME capitalisme fiscalité gouvernance actionnariat